

La libéralisation du secteur des services financiers dans le cadre de l'ALÉNA et ses effets sur la performance environnementale du secteur de l'agriculture au Mexique

Département du Développement durable du Secrétariat de l'Organisation des États américains, avec la contribution de M^{mes} Claudia S. de Windt, Isis Marquez et Xiaohang Liu, et MM. Rodrigo Martínez et Oscar Ceville.

Résumé

À la suite de la crise du peso, en 1994–1995, et des besoins en capitaux du Mexique, le gouvernement de ce pays a accéléré le processus de libéralisation financière prévu dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain, renforçant ainsi l'appartenance étrangère des banques. Ces changements ainsi que la législation qui en a découlé ont eu des répercussions notables sur le marché du crédit au Mexique. Dans l'ensemble, les recherches ont montré que les grandes banques ont tendance à prêter aux grandes entreprises ainsi qu'aux grandes exploitations agricoles, car la structure de gestion de ces banques fait en sorte qu'il est coûteux et non rentable pour elles d'évaluer de petites entreprises et exploitations agricoles qui ont besoin de crédit.

Une étude menée par le Département du développement durable (DDD) de l'Organisation des États américains (OEA), en collaboration avec des banques étrangères installées au Mexique, a révélé des préférences de la part de ces dernières pour les exploitations agricoles efficaces et de grande envergure ainsi que pour des cultures telles que celles du maïs et des haricots dans le nord du Mexique. Les pressions exercées sur l'environnement dans cette région, notamment la perte de terres arables, la diminution de la fertilité du sol, la salinisation, les résidus agrochimiques, ainsi que la contamination de l'eau souterraine et sa rareté, pourraient être accentuées par les critères de crédit des banques privées qui se préoccupent davantage de l'efficacité que de la durabilité en partant de l'hypothèse que cette approche est plus rentable et comporte moins de risques. Même si les institutions financières ne l'ont pas déclaré officiellement, il est évident que pour faire preuve d'efficacité, ces producteurs agricoles doivent ignorer les avantages qu'ils peuvent procurer à l'environnement, en faisant notamment une utilisation accrue de pesticides et d'engrais.

Bien que ce domaine nécessite de plus amples recherches pour assurer la durabilité de l'environnement, il faut relever les défis susmentionnés en recourant à une approche intégrée qui doit donner lieu à des discussions aux échelons national et régional, qui doit prendre en compte le rôle des différents intervenants et qui doit combler les lacunes d'accès au crédit que connaissent les petites exploitations agricoles par rapport à celles de grande envergure. Certaines recommandations préconisent un changement dans la production et une réaffectation des ressources vers des cultures qui offrent des avantages comparables, mais dans une optique de durabilité, ainsi que l'instauration d'une certaine forme de crédit à des conditions faciles pour les agriculteurs qui veulent participer à un programme d'homologation de produits biologiques. Si cette solution contribue à protéger l'environnement, elle pourrait aussi avantager les institutions financières en améliorant leur image.